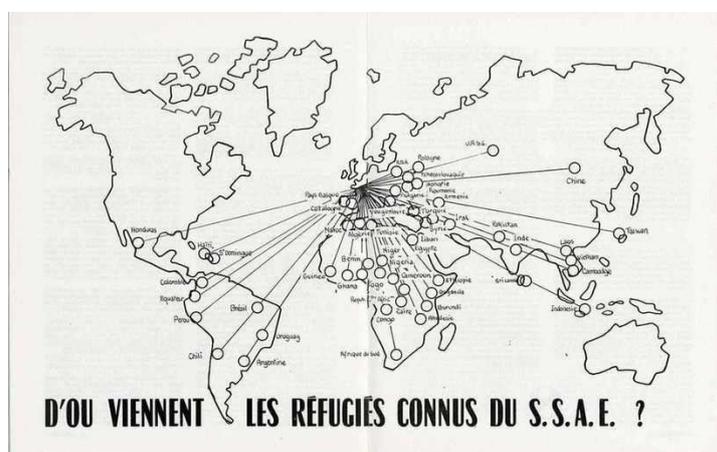


PREFECTURE DU VAL-DE-MARNE, CABINET DU PREFET, BUREAU DES POLITIQUES DE LOGEMENT EN FAVEUR DES IMMIGRES

Aides aux travailleurs migrants et résorption de l'habitat insalubre.

1959-1990

2253W 1-310



Bulletin mensuel de l'association "Service social d'aide aux migrants" des années 1970-1980 (2253W 20).

Communicabilité :
Immédiate, sauf :
Articles 1-2, 21, 262 : 50 ans (sûreté de
l'Etat, défense nationale)
Articles 4, 10, 77-163, 166, 184, 189-
192, 200-202, 204-207, 209, 211-217,
222-236, 250, 261, 263-264 : 50 ans
(vie privée)

Répertoire numérique détaillé
établi par [Hélène Guichard-Spica](#)

Archives départementales
du Val-de-Marne,
1999

INTRODUCTION

Etat du versement

Le versement 2253 W correspond à un ensemble de dossiers de l'ancien CAB/4, ex-4e bureau, rattaché au cabinet du préfet jusqu'en 1991. Ce bureau était chargé des politiques de logement en faveur des immigrés. Ces dossiers, en vrac, ont été repérés lors d'une visite de conseil à l'archivage, en juillet 1994. Les 77 boîtes (boîtes d'archives et dimabs) ainsi répertoriées ont été emportées en l'état aux Archives départementales en février 1995. La fourchette chronologique de ces documents va des années 60 (essentiellement fin des années 60) à l'extrême fin des années 80 (1990).

Choix de classement

A partir du vrac en présence, plusieurs grands ensembles ont pu être repérés grâce aux intitulés des dossiers. Une partie de ces derniers a été versé aux Archives départementales en 1980, le versement 2253 W vient donc en complément. Un ordre logique s'est dégagé au fur et à mesure du classement, à partir du contenu intellectuel ainsi que de la numérotation préexistante sur les dossiers tenant lieu, à l'époque, de cadre de classement interne pour la gestion quotidienne de ce bureau.

Typologies documentaires :

Ces dossiers sont généralement composites. Plusieurs typologies documentaires peuvent se retrouver dans un même dossier (ce cas est le plus fréquent) : des textes et circulaires, des rapports des renseignements généraux, de police, d'inspection sanitaire, des télégrammes préfectoraux, des mises en demeure, des états numériques et statistiques divers allant généralement de pair avec des fiches individuelles de demandes de relogement, des comptes rendus de réunions, des fiches de demande de subvention, avec les devis et plans afférents, des courriers administratifs ou de particuliers, des coupures de presse, quelques rares photographies et diverses notes participant à la gestion.

Classement :

Deux grands ensembles se distinguent plus particulièrement : les politiques d'insertion des immigrés et les politiques en faveur du logement des immigrés, avec les différents plans de résorption de l'habitat insalubre puis amélioration de l'habitat.

Ainsi, ce fonds, comprenant 39 cotes et 60 articles, a été reconditionné en cartons cauchards. Un peu moins de 4 mètres linéaires (3,9 ml) ont été éliminés, comme les papiers de corbeille, les multiples doublons, les devis proposés pour les rénovations d'habitat (suivant l'importance du lieu à rénover), et lorsqu'une fiche récapitulative se trouvait dans le dossier, des fiches de propositions d'aide au logement, lorsqu'un état synthétique des familles était présent et permettait d'obtenir une vision générale des populations en question, toute documentation d'ordre général pouvant se retrouver à d'autre niveau (Bibliothèque nationale, Centre des archives contemporaines - Archives nationales - pour toutes les publications réalisées par les ministères concernés) ou encore les documents fortement dégradés telles que des photocopies illisibles. par contre, la documentation produite par les associations, plus difficile à retrouver, a bien souvent été conservée.

Communicabilité

La communicabilité est immédiate pour les brochures et publications officielles et à 60 ans, pour l'ensemble des documents contenus dans ce fonds.

(Se reporter à la fiche des délais de communicabilité)

Sources complémentaires :

Fonds conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne :

Fonds en W

Ce fonds vient compléter, aux Archives départementales, d'autres versements : comme

- **1050 W** : précédemment cité, lui-même partie du fonds du 4e bureau du cabinet et entré en 1980,
- **2018 W**, relatif au cabinet du préfet, lors de la création du département. Il est intéressant de noter que l'article 24 de ce versement est consacré au bidonville de Champigny-sur-Marne
- **1297 W** qui consiste en un échantillonnage de dossiers de demandes de logement, fichier des mal logés, Service du Logement, Préfecture du Val-de-Marne (1968-1975)
- **1302 W**, correspondant à un échantillonnage des peluriers et courriers du Service du Logement, Préfecture du Val-de-Marne, 1968 et 1970.

Fonds en 1 J

Deux autres fonds peuvent être consultés :

- **1 J 843** sur l'immigration à Villeneuve-le-Roi et Orly. Il est composé du " Le travailleur immigré ", journal édité par la section de Villeneuve-le-Roi - Ablon du P.C.F. ; ainsi que de tracs et coupures de presse concernant le bidonville de Villeneuve-le-Roi et le foyer d'Orly - Choisy. 1971-1972.
- **1 J 1193** concernant la documentation sur le dispositif d'accueil en centre des réfugiés du sud-est asiatique par l'association France Terre d'Asile, à Créteil. 1993. Don de M. Clario.

Documents audiovisuels conservés aux archives départementales du Val-de-Marne :

Un ensemble de films et interviews de José Alexandre Cardoso, tournés à la fin des années 80 et au début des années 90, présente divers témoignages de la communauté portugaise de Champigny-sur-Marne :

- Témoignages sur l'immigration portugaise. Cote 4 AV 217-229.
- " Champigny sur Tage ". Témoignages d'anciens portugais du bidonville de Champigny-sur-Marne. Cote 4 AV 242 (Beta SP).
- " Dis-moi grand-père ". Souvenirs de l'immigration portugaise. En cours de cotation, 3/4 U-matic (existe en bêta SP), 1994.

D'autres films peuvent être exploités :

- " Les années boue " de José Vieira, datant de la fin des années 60 et le début des années 70. Ensemble de témoignages d'immigrés portugais. Cote 4 AV 242 (Beta SP)

- “ Arcueil 1959 ”. La Villa Mélanie, bidonville rasé en 1958-1959. Cote 4 AV 133, 1959.
- “ A 6 km de la Tour Eiffel ”. Vues du bidonville au pied des tours d’Ivry-sur-Seine. Réalisé par la Télévision Magayar en 1969. Cote 4 AV 115.
- “ Ouais ouais, Jacques Cartier ”. Thèmes abordés : la jeunesse, son désœuvrement, la délinquance et le métissage racial. Cote 4 AV 45 (Beta SP), Service municipal de la Jeunesse de Choisy, 1983.
- “ Ce qu’elles vivent, les femmes ! ”. Interventions de femmes chiliennes et algériennes. Cote 4 AV 81, 1981.
- “ La banlieue agressée ”. Thèmes abordés : la dégradation de l’habitat, l’intégration des jeunes, le mal de vivre. Cote 4 AV 85, 1986.
- “ Les Arméniens d’Alfortville ”. Témoignages d’Arméniens. Cote 4 AV 128-129, 1989.
- “ Il faut que ça change ”. Thèmes abordés : la délinquance et les problèmes d’intégration de la jeunesse dans la Cité des Sablières à Créteil, entre 1975 et 1980. Cote 4 AVI 34 (3/4 U-Matic), 1981.

Documents figurés conservés aux Archives départementales du Val-de-Marne

Sur les cités d’urgence

- 16 Fi Orly 1 à 25 (1972)

Sur les bidonvilles

- 2 Fi Champigny 115 à 119 (1970) Fonds Allard.
- 2 Fi Créteil 236 (1971)
- 16 Fi Saint-Maurice 17 (1975)
- 16 Fi Villeneuve-le-Roi 1 à 32 à 63, 75, 76, et pendant la destruction du bidonville 89, 92 à 105 à 122, 234, 378 à 381 (1972).
- 19 Fi Villeneuve-le-Roi, 1, 3 à 6, 9 à 11 et en diapositives 13 à 25 et 27 à 30.

Sources complémentaires nationales ou départementales :

Il est important de se reporter aux archives conservées par le Centre des Archives contemporaines de Fontainebleau (Archives nationales) pour obtenir les documents qui ont été produits par les ministères pilotes de ces politiques, à savoir, le ministère du Travail, secrétariat d’Etat aux travailleurs immigrés, le ministère de l’Action sociale, puis des Affaires sociales. De même, certains services d’Archives départementales ont aussi publié des inventaires sur ces mêmes sujets, comme les Archives départementales du Rhône (se reporter à la bibliographie).

Brève chronologie des politiques mises en place

Deux grandes tendances parallèles se font jour : la première consacrée au logement, la seconde à l'insertion des populations immigrées, ce que dans les années 1970 on a appelé la " promotion ".

Il semblerait que dans un premier temps, les réponses faites par l'administration aux problèmes de logement et d'immigration soient réalisées au cas par cas, et souvent lorsqu'une urgence se présente. L'évaluation et l'organisation des actions va se mettre en place au fur et à mesure de la décennie 70.

Décennie 60 - décennie 70 : Résorption de l'habitat insalubre dans lequel s'entassent le plus souvent les populations migrantes. Populations migrantes : Portugais et nord-Africains (Algériens essentiellement).

1970-1978 : le groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre (G.I.P.), suivi des programmes de résorption de l'habitat insalubre (P.R.I.).

1973 : Parallèlement, est institué le comité consultatif départemental d'action sociale au profit des travailleurs étrangers, dont la compétence s'étend à l'ensemble de l'action sociale : logement, accueil, action éducative, socio-éducative, sanitaire et médicale. Par extension, il a en charge les populations et groupes posant des problèmes d'adaptation analogues à ceux des étrangers.

1974-1975 : Mise en place de la Commission nationale pour le logement des immigrés (C.N.L.I.) suivie de la création des commissions départementales pour le logement des immigrés (C.D.L.I.). Leurs missions : propositions d'un programme d'action annuel, attribution de subventions et mise en place de conventions de réservations de logement pour les populations immigrées auprès de grands organismes propriétaires et gestionnaires de logement social (Cités de transit, H.L.M., foyers).

A partir de 1984 (circulaire d'application du décret n° 84-702, du 30 juin 1984), les procédures d'examen des actions en faveur du logement des travailleurs immigrés et de leurs familles ne sont applicables qu'après la mise en place des conseils départementaux de l'habitat (C.D.H.), en vue des agréments préalables au financement au titre du 0,1%.

1975 : mise en place d'une nouvelle politique de l'accueil des étrangers par les programmes pluriannuels en faveur des immigrés, comportant trois axes fondamentaux :

- Organiser l'immigration nouvelle après l'interruption des entrées, dans des conditions qui rendent aux pouvoirs publics une pleine maîtrise des flux migratoires et assurent aux intéressés un accueil convenable en France.

- Améliorer les conditions de vie et de travail des immigrés sur tous les plans, dont celui du logement.

- Veiller à leur promotion avec la mise en place de plans de formation professionnelle, de cours de langue...

Cette politique de " promotion " des travailleurs immigrés est fortement relayée par de nombreuses associations.

Il faut remarquer que l'Office national d'immigration (O.N.I.) a le monopole du recrutement de la main d'oeuvre étrangère, quelle que soit l'activité professionnelle des travailleurs ou leur qualité. Il publie régulièrement des statistiques sur la main d'oeuvre étrangère, qui, à partir de juin 1980, ne prennent plus en compte les réfugiés, car ils peuvent alors exercer librement l'activité professionnelle de leur choix et sont donc dispensés d'une autorisation de travail.

A partir du début des années 80, il participe aussi à l'aide au retour des travailleurs étrangers.

1975 : Arrivée des populations du sud-est asiatique (ont le plus souvent le statut de réfugiés politiques), parallèlement à celle de populations noires (Maliens, pour l'essentiel).

1977 : l'amélioration de l'habitat se fait grâce au Fonds d'action urbain (F.A.U.) aidé, en département, par les Groupements administratifs départementaux (G.A.D., de 1978 à 1988). Le F.A.U., par l'intermédiaire des G.A.D., est chargé d'accorder des subventions et d'en contrôler l'utilisation.

Milieu des années 70-début des années 80 : se pose de façon cruciale le problème du contrôle des flux migratoires, de la lisibilité des populations migrantes et de leur concentration en des points définis comme " îlots sensibles ".

De même, il est possible de percevoir les malaises de populations déplacées et parfois mal intégrées au travers de la situation dans les foyers des travailleurs migrants. Réservés aux célibataires, ils accueillent bien souvent des familles entières ou encore l'intégralité d'une fratrie (au sens large du terme) d'étrangers en situations régulières et irrégulières. Les dégradations rapides des locaux entraînent les mécontentements de la part des directeurs et des habitants, se cristallisant parfois dans des affrontements durs, comme la grève dans les foyers de la S.O.N.A.C.O.T.R.A. et A.D.E.F. à la fin des années 70, ou encore la situation explosive de certains foyers (Vitry-sur-Seine).

On peut aussi percevoir les enjeux politiques que représentent ces populations en Val-de-Marne.

Intérêt historique de ce fonds :

Ainsi, grâce à ce nouveau versement, il est possible d'obtenir une vision plus large de l'action de la Préfecture sur les politiques mises en oeuvre en matière d'immigration et d'habitat. Il participe à une meilleure compréhension du paysage architectural actuel et à la répartition des populations d'origine étrangère sur le territoire du Val-de-Marne. Des ouvrages de plus en plus nombreux sont déjà consacrés à ce sujet.

2253W

I - L'IMMIGRATION EN VAL-DE-MARNE

1-1 REPRESSION DES IRREGULARITES

2253 W 1-5. trafic de main d'oeuvre : contrôle exercé par la Préfecture du Val-de-Marne. 1976-1983.

1. Ministère du Travail, secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés et préfecture du Val-de-Marne : circulaires et notes d'application auprès des préfets sur le contrôle du travail et la régularité des conditions d'introduction d'emploi et d'hébergement de la main d'oeuvre étrangère, notes sur la mission pour la répression des trafics de main d'oeuvre, comptes rendus de réunion, correspondances, affaire de la S.A.R.L. Jardem à Saint-Maur-des-Fossés. 1976-1978.
2. Direction centrale des renseignements généraux : rapport sur les problèmes posés par l'immigration dans le Val-de-Marne. 1978.
3. Préfecture du Val-de-Marne, Cabinet : bilans sur la lutte contre le trafic de main d'oeuvre étrangère. 1978-1983.
4. Assemblée nationale, préfecture et conseil général : interventions de personnes politiques en faveur de situations particulières. 1978-1980.
5. Préfecture du Val-de-Marne : circulaires, correspondance sur les procédures de régularisation des sans-papiers. 1981.

1-2 L'INSERTION ET LA REINSERTION

2253 W 6-11. Aide à la réinsertion des travailleurs étrangers dans leurs pays d'origine. 1974-1987.

6. Office national d'immigration (O.N.I.)¹ : implantation d'un bureau d'accueil en Val-de-Marne au 55 rue Lénine, à Ivry-sur-Seine et association " Accueil et pré-orientation des travailleurs migrants " (A.P.T.M.)² : correspondance avec la préfecture. 1974-1976.
7. Bureau départemental d'accueil de l'O.N.I.³ : statistiques mensuelles concernant la situation et l'activité en matière d'accueil des travailleurs immigrés dans le Val-de-Marne. 1975-1977.
8. Idem. 1978-1980.

¹ adresse : 45 bis rue de la Procession 75015 Paris, puis 44, rue de Bague 75015 Paris.

² adresse : 239 rue de Bercy 75012 Paris.

³ adresse : route nationale n° 5, rue Marc Seguin 94000 Créteil.

9. Idem. 1981-1985.

10. O.N.I: conventions de mise en oeuvre des aides à la réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine passées auprès des entreprises val-de-marnaises. 1984-1985.

11. Idem. 1986-1987.

2253 W 12. Préfecture du Val-de-Marne. Elaboration du programme d'insertion sociale des populations immigrées : correspondances, comptes rendus de réunion et de séance d'information (P.R.I.S.P.I., C.R.I.S.P.I. et R.M.I.). 1988-1989.

1-3 L'ACCUEIL

2253 W 13-20. Les réfugiés du sud-est asiatique.

1975-1982.

13. Ministère de l'Action sociale, ministère du Travail : notes et circulaires transmises en préfecture (cabinet du préfet) concernant l'accueil des réfugiés du sud-est asiatique. 1975-1979.

14. Préfecture du Val-de-Marne : notes, circulaires et correspondance concernant l'accueil des populations du sud-est asiatique. 1979-1982.

15. Préfecture du Val-de-Marne, commission départementale d'action sociale en faveur des réfugiés du sud-est asiatique : comptes rendus de réunions. 1979-1981.

16. Inspection académique : correspondance et convention de formation professionnelle en électrotechnique. 1979-1980.

17. Conseil général du Val-de-Marne. Voyage au Cambodge : carnet de route et plan d'aide au enfants. 1979-1980.

* à noter : présence d'un dossier photographique⁴.

18. Association France Terre d'asile : fiches de signalement d'installation de réfugiés en Val-de-Marne, arrivés au titre du regroupement familial. Avril 1980 - Janvier 1983.

19. Préfecture du Val-de-Marne : revue de presse concernant la situation en Val-de-Marne ainsi que les réactions du Parti Communiste Français (P.C.F.). 1979.

20. Association " Service social d'aide aux migrants " (S.S.A.E.) : bulletin mensuel " Accueillir " - collection lacunaire- du n° 1 au n° 70-71. Juillet 1972-Mai-juin 1980.

⁴ Se reporter à l'annexe " photographies ", en fin d'inventaire.

1-4 SITUATION DE LA MAIN D'OEUVRE ETRANGERE

2253 W 21-27. Mise en place des structures.

1971-1976.

21. Préfecture du Val-de-Marne et Services départementaux de l'Etat : rapports trimestriels sur les problèmes posés par l'immigration étrangère, pour transmission à M. le ministre de l'Intérieur. 1971-1977.

22. Préfecture du Val-de-Marne, cabinet du préfet. Comité consultatif départemental d'action sociale en faveur des immigrés : instructions. 1973.

23. Idem : création. 1975.

24. Idem : groupes de travail. 1975.

25. Idem : réunions. 1975.

26. Idem : programme pluriannuel en faveur des immigrés. 1976.

27. Visite de M. Paul DIJOU⁵ : programme, rapports⁶. 15 janvier 1975.

2253 W 28. Préfecture du Val de Marne. Les étrangers en Val-de-Marne, dossier de synthèse : rapports, correspondances. 1981.

2253 W 29. Préfecture du Val-de-Marne et du comité d'accueil des étrangers et de leurs familles (Comité Lyautey - association A.E.T.). Etat récapitulatif de la main d'oeuvre étrangère en Val-de-Marne : correspondance, statistiques. 1971-1975.

2253 W 30. Préfecture du Val-de-Marne. Mesures prises en faveur des Français musulmans rapatriés : notes, télégrammes, correspondance. 1976-1981.

2253 W 31.34. Situation de la main d'oeuvre étrangère.

1975-1982.

31. Préfecture du Val-de-Marne. Réunion de travail sur la situation de la main d'oeuvre étrangère dans le Val-de-Marne: correspondances, comptes rendus de réunion, bilans. 1975.

32. Préfecture du Val-de-Marne. Seconde réunion : notes, rapports. 1979.

33. Préfecture du Val-de-Marne. Mise en place d'une enquête statistique sur les travailleurs migrants employés dans les entreprises du Val-de-Marne : correspondance, rapports, bilans. 1975-1982.

34. Préfecture du Val-de-Marne. Enquête concernant le personnel immigré employé dans les entreprises du Val-de-Marne : fiches de renseignements. 1975.

⁵ Secrétaire d'Etat auprès de M. le ministre du Travail chargé des travailleurs étrangers.

⁶ Une photographie de la table ronde est présente dans ce dossier.

2253 W 35-37 Visites.**1982-83 et 1990.**

35. Visite de M. François AUTAIN⁷ : programme de la visite, rapports de présentation de la situation en Val-de-Marne. 11 juin 1982.

36. Visite de Mme Georgina DUFOIX⁸ : programme de la visite, rapports de présentation de la situation en Val-de-Marne. 3 novembre 1983.

37. Visite de M. Hubert PREVOT⁹ : programme de la visite, rapports de présentation de la situation en Val-de-Marne, comptes rendus. 10 juillet 1990.

1-5 L'ACTION CULTURELLE**2253 W 38-49. Formation des migrants.****1973-1988.**

38. Ministère du Travail. Travailleurs immigrés : directives sur l'action culturelle en faveur des immigrés. 1976.

39. Préfecture du Val-de-Marne. Promotion culturelle des immigrés : correspondance, rapport, carte de visite. 1977-1978.

40. Préfecture du Val-de-Marne et Office national pour la promotion culturelle des immigrés (O.C.I.)¹⁰ : correspondance, circulaire préfectorale, lettre circulaire, propositions de programme d'action culturelle. 1976.

41. Préfecture du Val-de-Marne. Groupe de travail d'action socio-éducative en faveur des immigrés : rapport, projet de programme pluriannuel, bilan. 1975-1977.

42. Préfecture du Val-de-Marne. Plan départemental pluriannuel de formation des migrants : note, circulaire, rapport. 1975-1976.

43. Préfecture du Val-de-Marne et O.C.I. : demandes de subventions de la compagnie d'art Negroni et la bibliothèque municipale de Bonneuil-sur-Marne. 1976-1977.

44. Préfecture du Val-de-Marne. Compagnie Simone Petit à Alfortville : demandes de subvention, correspondance, note. 1974-1977.

45. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier de travail de l'association pour l'enseignement des étrangers : rapport, correspondance. 1973-1977.

⁷ Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés.

⁸ Secrétaire d'Etat chargée de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

⁹ Secrétaire général à l'intégration.

¹⁰ 56, boulevard de Grenelle 75015 Paris.

46. Préfecture du Val-de-Marne. Association Information culture et Immigration (I.C.E.I.)¹¹ : dossier de travail sur la semaine du dialogue pour le rapprochement entre Français et immigrés : rapport, correspondance, programme, compte-rendu sur ces journées¹². 1978-1981.

47. Idem : correspondance, intructions, demandes de stages, et de subvention, rapport. 1977-1979 et 1987-1988.

48. Préfecture du Val-de-Marne. dossier de l'association Inter Service Migrants : correspondance, rapport, compte-rendu de réunion. 1976-1986.

49. Préfecture du Val-de-Marne, direction des affaires économiques et de la coordination, bureau de la formation professionnelle : rapport " Actions de formation pour les jeunes sans emploi et les demandeurs d'emploi ". Novembre 1987.

II – LES POLITIQUES DU LOGEMENT EN FAVEUR DES IMMIGRES : RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE

2-1 LA RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE

2253 W 50-53. Etudes.

1976-1984.

50. Préfecture du Val-de-Marne : rapport de stage d'initiation " Les étrangers dans le Val-de-Marne ", par Michel COLNOT¹³. (s.d.).

51. Préfecture de la Région Ile-de-France : rapport des rencontres sur la réhabilitation du logement en Ile-de-France. 1977.

52. Direction départementale de l'Equipement du Val-de-Marne. Groupe d'études et de programmation : rapport sur le logement des travailleurs immigrés dans le Val-de-Marne. 1976.

53. Association Habitat Educatif (centre Louise Michel)¹⁴ : Rupture, analyse des modes d'intervention en milieu ouvert auprès des familles en difficultés. 1984.

2253 W 54-55. Populations.

1983-1984.

54. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier de la réunion à la Préfecture de région sur le logement des travailleurs immigrés du 25 avril 1984 : circulaire, correspondance, bilan. 1983-1984.

55. Préfecture du Val-de-Marne. Contrats d'agglomération, Créteil, Champigny-sur-Marne, Villiers-sur-Marne : correspondance, état récapitulatif de la population, plans, proposition de budget. 1983.

¹¹ 43 bis, rue des entrepreneurs 75015 Paris.

¹² Présence d'une affiche.

¹³ Eleve à l'Institut régional d'administration de Metz.

¹⁴ 145, avenue Foch 94000 Créteil.

2253 W 56-60. Habitat et îlots sensibles.**1976-1988.**

56. Préfecture du Val-de-Marne. Programme pluriannuel d'action en matière de logement: correspondance, statistiques, tableau récapitulatif, et rapport. 1976-1977.

57. Préfecture du Val-de-Marne. Création du conseil départemental de l'habitat (C.D.H.) : arrêtés fixant la composition du C.D.H. et portant nomination de ses membres. 1984-1985.

58. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier de travail sur le logement des familles immigrées dans le Val-de-Marne par rapport aux grandes orientations régionales : note, correspondance, cartes topographiques. 1979-1981.

59. Préfecture du Val-de-Marne. Evaluation des îlots sensibles - Programme des actions : correspondance, note, compte-rendu de réunion, rapport. 1982-1985.

60. Idem. Bilan d'enquête interministérielle sur le logement des populations immigrées en Val-de-Marne " les îlots sensibles " : correspondance, statistiques. 1989.

2253 W 61-66. Bilans et synthèses en Val de Marne.**1970-1988.**

61. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier de synthèse de la section " logement " : lois, directives, notes d'application, correspondance. 1970-1988.

62. Préfecture du Val-de-Marne. Commission régionale d'Ile-de-France pour l'insertion des populations immigrées : bilans récapitulatifs. 1974-1984.

63. Préfecture du Val-de-Marne. Habitat insalubre : directives, circulaires, lettre type de procédure de péril imminent et non imminent. 1974-1979.

64. Service régional de l'Equipement de la région parisienne: rapport d'enquête sur la résorption de l'habitat insalubre. 1976.

65. Direction départementale des polices urbaines du Val-de-Marne (D.D.P.U.) : rapports de recensement périodique de l'habitat insalubre. 1977-1981.

66. Direction départementale de l'Equipement, Groupe d'études et de programmation. Le logement insalubre en Val-de-Marne : notes, carte topographique. 1981.

2253 W 67-71. Programmes de résorption.**1970-1984.**

67. Préfecture du Val-de-Marne. Groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre en Val-de-Marne (G.I.P.) : note, correspondance, bilan, compte rendu de réunion. 1970-1978.

68. Idem. Préparation des programmes pour la résorption de l'habitat insalubre en Val-de-Marne (P.R.I.) : notes, correspondance. 1974-1975.

69. Idem. 1975-1977.

70. Idem. 1977-1978.

71. Idem. 1979-1984.

2-2 L'HEBERGEMENT COLLECTIF

2253 W 72-76. Dossiers préparatoires.

1974-1983.

72. Préfecture du Val-de-Marne. Hébergement collectif : notes, directives, correspondance, circulaires, enquêtes et bilans. 1974-1983.

73. Préfecture du Val-de-Marne. Réunions de travail sur l'hébergement collectif et le trafic de main d'oeuvre : compte rendu de réunion, notes. 1976-1977.

74. Idem. 1978.

75. Idem. 1979.

76. Idem. 1982.

Contrôles des déclarations d'hébergement

2253 W 77-79. Défaut de déclaration d'hébergement et occupation illégale. 1975-1984.

77. Préfecture du Val-de-Marne. Défaut de déclaration d'hébergement collectif : procès verbal, correspondance. 1975-1980.

78. Préfecture du Val-de-Marne. Occupation illégale au 3-5 rue Westermayer à Ivry-sur-Seine : correspondance, procès verbal de la Police nationale, compte rendu de réunion, note, état récapitulatif, courrier de particuliers¹⁵, notes de la Direction des affaires sanitaires et sociales. 1980-1984.

79. Préfecture du Val-de-Marne. Non déclaration d'hébergement collectif et marchands de sommeil : notes, correspondance, arrêté d'insalubrité et rapport de détection de marchands de sommeil. 1975-1982.

2253 W 80. Sécurité et relogement en Val-de-Marne.

Préfecture du Val-de-Marne : correspondance, notes, instructions d'expulsion en vue d'expulsion. 1979-1981.

2253 W 81-82. Contrôle d'immeubles faisant l'objet d'un arrêté préfectoral d'insalubrité. 1977-1987.

81. Préfecture du Val-de-Marne : rapport, correspondance, bilan récapitulatif. 1977-1979.

82. Idem. Cas particuliers :

Alfortville :	9 rue des Marguerites
	25 rue de Seine
	74 Rue Paul Vaillant Couturier.
Champigny-sur-Marne :	165, Avenue Aristide Briand
Charenton-le-Pont :	95, rue de Paris
Chennevières :	92, rue de Champigny
Choisy-le-Roi :	30, rue des Fusillés

¹⁵ A noter : un courrier du Mouvement contre le racisme et pour l'égalité entre les peuples (M.N.R.A.P.).

Ivry-sur-Seine :	11, rue de l'Avenir	
L'Haÿ-les-Roses :	29-31, rue des Blondeaux	
Sucy-en-Bry :	Place Fernande Doubot	
	34, petite voie de Noiseau	
	5 rue du Sentier à Chaux	
Villejuif :	28, boulevard M. Gorki	
	113, Avenue Maurice Thorez	
	86, rue Marat	
	15, boulevard Paul Vaillant Couturier	
	21, boulevard Paul Vaillant Couturier	
	9, boulevard de Brandebourg	
Vitry-sur-Seine :	40, rue La Bruyère	1980-1987.

Arrêtés d'insalubrité

2253 W 83-87. Conseil départemental d'hygiène.

1978-1989.

83. Direction départementale d'action sanitaire et sociale du Val-de-Marne (D.D.A.S.S.). Conseil départemental d'hygiène : compte-rendu de réunion, procès verbaux des séances, rapport, correspondance et ampliation des arrêtés d'insalubrité. Juin 1978-janvier 1979.

84. Idem. Séances et enquêtes sur les installations classées et immeubles insalubres suivies ou non des arrêtés d'insalubrité : procès verbaux des séances, compte-rendu de réunion, rapport et correspondance. Décembre 1987- mars 1988.

85. Idem. Mars - mai 1988.

86. Idem. Juillet - octobre 1988.

87. Idem. Juin 1988 - novembre 1989.

2253 W 88-116. Hébergement collectif : arrêtés d'insalubrité (classement dans l'ordre alphabétique des communes)

1959-1989.

88. Alfortville. 1975-1979.

89. Boissy-saint-Léger. 1977-1980.

90. Bonneuil-sur-Marne. 1974-1979.

91. Bry-sur-Marne. 1978.

92. Champigny-sur-Marne. 1976-1983.

93. Chennevières-sur-Marne. 1976-1978.

94. Choisy-le-Roi.

95. Créteil. 1975-1978.

96. Fontenay-sous-Bois. 1976-1977.

97. Fresnes. 1974-1975.
98. L'Hay-les-Roses. 1959-1973.
99. Ivry-sur-Seine. 1975-1982.
100. Joinville-le-Pont. 1980.
101. Limeil-Brevannes
102. Maisons-Alfort. 1978.
103. Noisieu. 1976.
104. Ormesson. 1974-1989.
105. Le Perreux-sur-Marne. 1975-1976.
106. Le Plessis-Trévisé. 1976-1979.
107. La Queue-en-Brie. 1980.
108. Saint-Maur-des-Fossés. 1975-1981.
109. Saint-Maurice. 1978.
110. Santeny. 1978.
111. Sucy-en-Brie. 1975-1980.
112. Villecresnes. 1972-1979.
113. Villeneuve-le-Roi. 1976.
114. Villeneuve-saint-Georges. 1975-1980.
115. Villiers-sur-Marne. 1976-1981.
116. Vitry-sur-Seine. 1973-1979.

2253 W 117-124. Résorption des bidonvilles.

1964-1980.

117. Résorption du bidonville de Champigny-sur-Marne. Préfecture du Val-de-Marne : correspondance, comptes rendus de réunions et de visites, contrôles de police, bilans. 1964-1966.

118. Idem : études dont l'étude de M. Pierre DASTE¹⁶, illustrée par des photographies du bidonville (15 décembre 1966), plan parcellaire et état cadastral du bidonville. 1964-1968.

¹⁶ Elève à l'Ecole nationale d'administration (E.N.A.), promotion 1966-1968.

119. Résorption de microbidonvilles à Champigny-sur-Marne. Sous-préfecture de Nogent-sur-Marne et Direction départementale des polices urbaines : rapport de police, notice de renseignement et arrêtés de mise en demeure. 1971-1980.

7 ter, rue de Chanzy.

37, rue Jean Jaurès.

2, place Lénine.

“ La Hascotte ”, 59, avenue de la République.

54, avenue de Coeuilly.

120. Résorption du bidonville de Villeneuve-le-Roi “ Maison carrée ”. Surveillance du bidonville. Préfecture du Val-de-Marne : note, correspondance, rapport, recensement des populations et plan. 1965-1972.

* Il faut signaler la présence de deux dossiers photographiques, l'un comprenant des Polaroids et l'autres des photographies argentiques¹⁷.

121. Idem. Préfecture du Val-de-Marne et Mairie de Villeuneuve-le-Roi : correspondance, notes, arrêté d'une subvention pour le nettoyage et le nivellement du bidonville, tracts du P.C.F. 1967-1972.

122. Résorption de micro bidonvilles à Villeneuve-le-Roi. Préfecture du Val-de-Marne et Mairie de Villeuneuve-le-Roi : correspondance, rapports. 1972-1974.

32, rue du Role

2 rue du Colonel Rozanoff.

123. Résorption de micro bidonvilles à Villeneuve-saint-Georges. Préfecture du Val-de-Marne et D.D.P.U. : correspondance, note . 1973-1974.

quartier du Blandin

5, rue Lafontaine.

124. Idem. Préfecture du Val-de-Marne et D.D.P.U. : études et rapports de police, notes manuscrites.

2253 W 125-162. Hôtels et garnis

1972-1980.

125. Préfecture du Val-de-Marne, D.D.P.U et D.D.A.S.S. Enquête sur les garnis des catégories K/L/M (26 juin 1978) : rapports et rapports des renseignements généraux, arrêtés d'insalubrité, procès-verbaux de police. 1978.

Hôtels et garnis (classement dans l'ordre alphabétique des communes) :

126. Ablon-sur-Seine. 1974.

127. Alfortville. 1973-1980.

128. Arcueil. 1972-1979.

129. Boissy-saint-Léger. 1974.

130. Bonneuil. 1973-1980.

¹⁷ Se reporter à l'annexe “ photographies ”, en fin d'inventaire.

131. Bry-sur-Marne. 1975-1979.
132. Cachan. 1972.
133. Champigny-sur-Marne. 1972-1980.
134. Charenton-le-Pont. 1972-1980.
135. Chennevières-sur-Marne. 1972-1980.
136. Choisy-le-Roi. 1972-1979.
137. Créteil. 1973-1978
138. Fontenay-sous-Bois. 1977.
139. Gentilly. 1975-1978.
140. Ivry-sur-Seine. 1973-1980.
141. Joinville-le-Pont. 1976-1980.
142. Le Kremlin-Bicêtre. 1972-1978.
143. Limeil-Brevannes. 1974-1980.
144. Maisons-Alfort. 1973-1983.
145. Mandres-les-Roses. 1972-1974.
146. Nogent-sur-Marne. 1973-1980.
147. Orly. 1972.
148. Ormesson. 1973-1979.
149. Le Perreux-sur-Marne. 1974-1980.
150. Le Plessis-Trévisé. 1973-1979.
151. La Queue-en-Brie. 1979.
152. Saint-Mandé. 1972.
153. Saint-Maur-des-Fossés. 1972-1980.
154. Saint-Maurice. 1973-1978.
155. Sucy-en-Brie. 1973-1979.
156. Thiais. 1976.
157. Villejuif. 1972-1980.

158. Villeneuve-le-Roi. 1972-1975.

159. Villeneuve-saint-Georges. 1972-1974.

160. Villiers-sur-Marne. 1972-1980.

161. Villecresnes. 1975.

162. Vitry-sur-Seine. 1973-1978.

2253 W 163-166. Cités de transit.

1970-1988.

163. Préfecture du Val-de-Marne. Politique de résorption des cités de transit en Val-de-Marne : liste nominative des foyers, centres familiaux de transit et des cités de transit, fiches de renseignement concernant les familles, bilans départementaux, correspondance. 1975-1988.

164. Société nationale de construction de logement pour les travailleurs (S.ON.A.C.O.T.R.A.)¹⁸ : étude sur le relogement des familles étrangères vivant en cité de transit dans Val-de-Marne. 1975.

165. Préfecture du Val-de-Marne. Immeubles sociaux de transit (I.S.T.) : correspondance, rapport, procès verbaux des réunions de travail, bilans, évaluation des coûts de restauration, convention d'amélioration, plans. 1970-1977.

166. Préfecture du Val-de-Marne : correspondance, notes, compte rendu de réunion, bilan des relogements sur les cités de :
Créteil " les sablières ". 1975.
Fresnes " Cité des Fournières ". 1988.
Vitry-sur-Seine " Le Lion d'or ". 1980-1981.

à noter : le dernier dossier cité est accompagné de photographies sur la destruction de cette cité (un dossier)¹⁹.

III - AMELIORATION DE L'HABITAT ET AMENAGEMENT URBAIN

3-1 LE F.A.U. (Fonds d'aménagement urbain)

2253 W 167-178. Mise en place.

1977-1988.

167. Ministère de l'Environnement, direction de la construction. Programmation de l'amélioration de l'habitat et de leurs modes de financement : directives et circulaires transmises aux préfets. 1977-1987.

¹⁸ 42, rue de Cambronne 75015 Paris.

¹⁹ Se reporter à l'annexe " photographies ", en fin d'inventaire.

168. Préfecture du Val-de-Marne. Mise en place et fonctionnement du groupe administratif départemental (G.A.D.) pour le fonds d'aménagement urbain en Z.A.C. : notes, correspondance, procès verbaux des réunions, études de réhabilitation sur différentes communes. 1977-1979.

169. Idem. 1978-1979.

170. Idem. 1980.

171. Idem. 1981.

172. Idem. 1981-1982.

173. Idem. 1983.

174. Idem. mais portant sur des foyers à la Varenne-Saint-Hilaire et à l'Haÿ-les-Roses. 1982-1984.

175. Préfecture du Val-de-Marne. Mise en place et fonctionnement du groupe administratif départemental (G.A.D.) du fonds d'aménagement urbain en Z.A.C. : notes, correspondance, procès verbaux des réunions, études de réhabilitation sur différentes communes. 1984-1985.

176. Idem. 1986.

177. Idem. Réunion du 16 novembre 1988.

178. Idem. Réunion du G.A.D. dans le cadre du F.A.U. sur le grand ensemble Orly-Choisy-Domaine Gazier. 1978-1983.

A noter : ce dossier comporte des plans.

3-2 LA C.N.L.I. (Commission nationale du logement des immigrés)

2253 W 179-188.

Modalités de financement.

1974-1990.

179. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier de synthèse sur les modalités de financement des travaux de relogement des travailleurs immigrés : notes, correspondance (organismes propriétaires et gestionnaires). 1974-1979.

180. Idem. Bilans et rapports sur l'hébergement des travailleurs migrants en Val-de-Marne dans le cadre de la Commission nationale du logement des immigrés (C.N.L.I.). 1978-1990.

181. Idem. Dossier de synthèse sur les modalités de demandes de financement dans le cadre de la C.N.L.I. : circulaire, correspondance. 1977-1978.

182. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier de synthèse sur la participation des employeurs à l'effort de construction (au titre du 0,2 %) : correspondance, note 1977-1984.

183. Préfecture du Val-de-Marne : bilan annuel de l'utilisation du 0,2 %. 1975-1980.

184. Préfecture du Val-de-Marne. Interventions en faveur de situations particulières (demande de relogement) : correspondance avec les différents services déconcentrés de l'Etat et avec les élus. 1978-1982.

185. Association financière inter-régionale des collecteurs interprofessionnels du 1 % (A.F.I.C.I.L.) : bilan des besoins de logement des populations immigrées et évaluation des coûts d'amélioration en Ile-de-France (dont Val-de-Marne). 1981-1982.

186. Préfecture du Val-de-Marne. Commission nationale pour le logement des immigrés (C.N.L.I.) accords de subventions : comptes rendus des séances (série partielle). 1975-1986.

187. Préfecture du Val-de-Marne. Convention pluridépartementales dans le cadre des contributions du 0,1 % affecté au logement des travailleurs immigrés en Val-de-Marne. 1979-1981.

188. Préfecture du Val-de-Marne. Plans d'urgence des foyers en Val-de-Marne : correspondance, rapport et plans. 1978-1985.

3-3 LA C.D.L.I. (Commission départementale du logement des immigrés)

2253 W 189-194. C.D.L.I.

1974-1990.

189. Préfecture du Val-de-Marne et communes concernées. Programme de relogement en H.L.M. et en foyers : correspondance, fiche de composition familiale, rapports. 1971-1976.

190. Préfecture du Val-de-Marne, C.D.L.I. : procès verbaux des réunions, correspondance avec la D.D.E., enquêtes, rapports de synthèse (série lacunaire pour les procès verbaux des réunions). 1975-1989.

191. Préfecture du Val-de-Marne, C.D.L.I. Evaluation des besoins en logement des immigrés en Val-de-Marne et programmes d'utilisation du 0,1 % et bilans des opérations engagées : correspondance, procès verbal de réunion, note, dossier d'analyse. 1970-1986.

192. Idem. 1982-1988.

193. Préfecture du Val-de-Marne, C.D.L.I. et sociétés H.L.M. (H.L.M. et foyers) : documents techniques de rénovation, cahier des charges, devis, plan. 1977.

194. A.F.I.C.I.L. : correspondance, rapport, note explicative, liste récapitulative des agréments au titre du 0,1 %, inventaire des besoins en logement pour les immigrés en Ile-de-France et en particulier en Val-de-Marne. 1976-1989.

2253 W 195-198. Conventions de réservation de logements.

1977-1989.

195. Préfecture du Val-de-Marne : modèles de convention et modèle de fiche de demande de subvention au titre du 0,2 %, circulaire n° 78-61 du 23 mars 1978 du ministère de l'Équipement et de l'aménagement du territoire (direction de la construction) relative au conventionnement du patrimoine appartenant aux organismes d'habitation à loyer modéré et aux sociétés d'économie mixte de construction (documentation de travail). 1978.

196. Préfecture du Val-de-Marne : état récapitulatif des conventions tripartites. 1977-1978 et 1989.

197. Préfecture du Val-de-Marne : plan de financement pour les foyers isolés, pour les terrains et pour les constructions soumises aux règles H.L.M. (s.d.).

198. Préfecture du Val-de-Marne, C.D.L.I. : programmes triennaux d'amélioration et demandes de financements (tous organismes confondus). 1978-1979.

2253 W 199-207. Demandes de subventions et réservation de logements passés avec les organismes suivants dans le cadre de la C.D.L.I. 1976-1988.

199. Association pour l'entraide et la formation des travailleurs africains (A.S.S.E.F.T.A.)²⁰ : correspondance, note de renseignement, procès verbal de réunion, convention avec l'État d'attribution des subventions sur le programme de rénovation et de réservation de logement. 1976-1977 et 1983-1988.

200. Compagnie Immobilière de la Région parisienne (C.I.R.P.)²¹ : correspondance pour transmission de candidature aux termes de la convention de réservation de logements et propositions de logements. 1980-1988.

201. S.A. d'H.L.M. "Coopérer pour habiter"²² : idem. 1980-1983.

202. Logement et gestion immobilière pour la région parisienne (L.O.G.I.R.E.P.)²³ : convention de réservation de logements, état récapitulatif des logements réservés et propositions de candidatures. 1978 et 1982-1984.

203. O.P.H.L.M. de Bonneuil-sur-Marne : convention tripartite de subventionnement, correspondance. 1982-1983.

204. La SEIMAROISE²⁴ : convention tripartite de subventionnement, avenant à la convention, tableau récapitulatif des opérations, correspondance, convention de réservation de logements en faveur des familles étrangères et propositions de candidatures. 1980-1984.

205. SEMIDEP²⁵ : idem. 1979-1988.

²⁰ A.S.S.E.F.T.A. 4, rue de la Feuillade 75002 Paris.

²¹ 33, avenue du Maine 75015 Paris.

²² 33, rue Defrance 94300 Vincennes.

²³ 34, rue Auguste Blanche 94 Puteaux.

²⁴ 112 bis, rue Cardinet 75017 Paris.

²⁵ SEMIDEP 4, rue de Sévigné 75004 Paris.

206. Société d'H.L.M. " travail et propriété " ²⁶ : convention de réservation de logements, correspondance. 1987.

207. Union générale interprofessionnelle et paritaire pour le logement social (U.G.I.P.) ²⁷ : convention de réhabilitation, propositions de logements et correspondance. 1984-1985.

Organismes propriétaires

2253 W 208-217. Les H.L.M.

1971-1985.

208. Préfecture du Val-de-Marne. Commission d'attribution des logements H.L.M. Mise en place : correspondance, liste récapitulative des différents délégués, note et conférence " Les solutions de relogement des travailleurs migrants " par Marc ROBERRINI ²⁸. 1971-1978.

209. Préfecture du Val-de-Marne et Conseil général du Val-de-Marne, direction de l'action sanitaire et sociale : enquête concernant les conditions d'attribution des logements, correspondance et notes sur les régularisations. 1973-1974.

210. Ministère du Travail, Préfecture du Val-de-Marne, Direction départementale de l'Équipement du Val-de-Marne : notes et études sur le logement des immigrés en Ile-de-France et sur la situation en Val-de-Marne en vue de financement de travaux de réhabilitation. 1977-1979.

211. Préfecture du Val-de-Marne. Propositions de relogements des familles immigrées dans le parc H.L.M., candidatures présentées par le 4e bureau (CAB/4) : correspondance, listes récapitulatives, notes, demandes de logement et fiches de composition familiale. 1976.

212. Idem. 1976-1980.

213. Idem. 1977-1980.

214. Idem. 1978-1985.

215. Préfecture du Val-de-Marne et mairies. Interventions des municipalités du Val-de-Marne en faveur des demandeurs de logement : correspondance. (classement dans l'ordre alphabétique des communes) 1977-1979.

Alfortville
Arcueil
Boissy-saint-Léger
Bonneuil
Cachan
Champigny-sur-Marne
Choisy-le-Roi
Créteil
Fontenay-sous-Bois
Fresnes
Gentilly

²⁶ 4, place Raoul Dautry 75015 Paris.

²⁷ 37, boulevard des Capucines 75002 Paris.

²⁸ administrateur des services civils, chargé de mission au cabinet du préfet de Paris.

Hay-les-Roses (L')
Ivry-sur-Seine
Noisy-le-Grand
Orly
Perreux-sur-Marne (Le)
Valenton
Villejuif
Villeneuve-le-Roi
Villeneuve-saint-Georges
Villiers-sur-Marne
Vincennes
Vitry-sur-Seine.

216. Idem. 1980.

Champigny-sur-Marne
Chevilly-la-Rue
Choisy-le-Roi
Créteil
Fontenay-sous-Bois
Ivry-sur-Seine
Limeil-Brevannes
Orly
Valenton
Villejuif
Villiers-sur-Marne
Vincennes
Vitry-sur-Seine
Autres.

217. Préfecture du Val-de-Marne. Interventions en faveur de personnes privées (situations particulières) : correspondance, rapports de renseignements généraux. 1981-1984.

2253 W 218-221. Etat d'occupation du parc H.L.M. départemental.

1975-1984.

218 Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région parisienne (I.A.U.R.P.) : étude sur l'insertion des familles étrangères dans les ensembles d'H.L.M. de la région parisienne. 1975.

219 Préfecture du Val-de-Marne. Taux d'occupation du parc H.L.M. départemental par les familles immigrées : correspondance, notes, listes récapitulatives par commune, télégrammes. 1977-1978.

220 Idem. 1980.

221 Préfecture du Val-de-Marne. Bilan sur le logement social en Val-de-Marne et sur la gestion des offices H.L.M. en Val-de-Marne : notes, correspondance, listes récapitulatives, questionnaires. 1982-1984.

2253 W 222-235. Conditions d'attribution des logements par les organismes d'H.L.M.

1974-1988.

Organismes propriétaires et Préfecture du Val-de-Marne. Candidatures, propositions et demandes de relogement : correspondance, convention, bilan, notes, demandes de subventions, rapports d'activité, demandes de travaux, plans de financement. Dossiers classés dans l'ordre alphabétique des organismes.

222. Aide au logement des mères en difficulté (A.L.M.D.)²⁹. 1987-1989.

223. Association pour le développement de la construction sociale et l'amélioration de l'habitat dans la vallée de la Marne (A.C.O.S.A.V.A.M.)³⁰. 1974-1975.

224. C.I.R.P. 1979-1986.

225. C.I.R.P. : compte rendu des réunions de la commission d'attribution des contingents mairies-préfecture sur le patrimoine de Créteil. 1982-1985.

226. C.I.R.P. : dossier de financement au titre du 0,1 % des ensembles " Mont Mesly " (Créteil), " Les Sorbiers " (Chevilly-la-Rue), correspondance, note, demandes d'agrément, compte rendu de réunion. 1983-1986.

227. Foyer du Fonctionnaire et de la Famille (F.F.F.)³¹ : correspondance, note, demandes d'agrément, compte rendu de réunion. 1970-1987.

228. L.O.G.I.R.E.P.³² : correspondance, notes, demandes d'agrément, compte rendu de réunion. 1971-1980.

229. Office central interprofessionnel de logement (O.C.I.L.). Mêmes typologies. 1973 et 1977-1985.

230. Office départemental des habitations à loyer modéré du Val de Marne³³. 1972-1983.

231. Office public d'aménagement et de construction du Val-de-Marne (O.P.A.C.). 1973-1989.

232. O.P.H.L.M. de Villejuif. 1988.

233. S.A. d'H.L.M. " La Lutèce " ³⁴ : dossier de réhabilitation du foyer d'ouvrier déplacé à Fresnes (37-39 AV. Emile Zola) et de " Valenton II Plaisir ". 1976.

234. Société centrale Immobilière de la Caisse des Dépôts (S.C.I.C.)³⁵. 1987-1988.

235. U.G.I.P.³⁶. 1987.

²⁹ A.L.M.D. 4, rue de Crimée 75019 Paris.

³⁰ A.C.O.S.A.V.A.M. 17, rue A. Bollier 94100 Saint-Maur-des-Fossées.

³¹ F.F.F. 159, rue Nationale 75013 Paris.

³² L.O.G.I.R.E.P. 34, rue Auguste Blanche 92 Puteaux.

³³ 17, rue André Bollier 94 Saint-Maur-des-Fossés.

³⁴ 14, rue de Vezelay 75008 Paris.

³⁵ 4, place Raoul Dautry 75015 Paris.

³⁶ 37, boulevard des Capucines 75002 Paris.

Organismes gestionnaires

2253 W 236-242. Les foyers.

1972-1988.

236. Préfecture du Val-de-Marne. Situation des foyers de travailleurs migrants dans le Val-de-Marne : correspondance, notes, recensement des foyers en Val-de-Marne, rapports. 1975-1988.

237. Préfecture du Val-de-Marne. Table ronde sur les foyers de travailleurs migrants (12 décembre 1981) : correspondance, liste des candidats à l'élection d'un délégué à la table ronde, procès-verbal de constat. 1981-1982.

238. Préfecture du Val-de-Marne. Réservation de lits dans les foyers : correspondance, notes. 1972-1976.

239. Préfecture du Val-de-Marne. C.D.L.I. Travaux d'amélioration dans les foyers pour les économies d'énergie : correspondance, fiche de demande de subventions. 1975-1976.

240. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier de travail sur les foyers de travailleurs migrants: correspondance, note, documents de synthèse, compte rendu de séminaire, arrêté préfectoral, tableau récapitulatif. 1975-1983.

241. Préfecture du Val-de-Marne : note sur les demandes de financement adressée par les associations gestionnaires de foyers au fonds d'action sociale (F.A.S.). 1977-1978.

242. Ministère du Travail, secrétariat d'Etat, C.N.L.I., Préfecture de la Région Ile-de-France, Préfecture et mairies du Val-de-Marne. Construction de foyers d'accueil des migrants et évaluation des possibilités en Val-de-Marne : correspondance, note, procès-verbal de réunion. 1977-1978.

2253 W 243-251. Organismes gestionnaires (classement dans l'ordre alphabétique). 1971-1990.

Les typologies sont les mêmes dans les dossiers qui suivent et émane à la fois de chaque organisme et de la Préfecture du Val-de-Marne : correspondance, demande de subvention, statuts de l'association, broche de renseignement, tableau récapitulatif des travaux prévus, programme des travaux, protocole d'accord, convention, bilan des actions culturelles, compte rendu de réunion, rapport et, lorsque cela le mérite, le dossier technique.

243. Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux (A.D.E.F.)³⁷ : correspondance, statuts de l'association, présentation et bilan des actions culturelles. 1971-1979.

244. A.D.E.F. : programme des travaux, fiches de demande de subvention. 1977-1978.

245. A.D.E.F. : demande de travaux pour amélioration suite à des problèmes de loyers impayés, correspondance, protocole d'accord, compte rendu de réunion interne, note. 1977-1981.

³⁷ 16, rue du plâtre 75004 Paris.

246. A.D.E.F. Rénovation du foyer de Chevilly-la-Rue : fiche de demande de subvention, dossier technique, estimation des travaux, devis, plans. 1980.

247. A.D.E.F. Rénovation du foyer de Fresnes : même typologie. 1980.

248. A.D.E.F. : brochure de présentation sur les foyers de travailleurs migrants en Val-de-Marne. 1981.

249. A.D.E.F. : Rénovation et demande de travaux ponctuels. 1986-1987.

250. A.D.E.F., Préfecture du Val-de-Marne et D.D.P.U. : contrôles d'identité, requête à fin de constat, itérative réquisition, procès-verbal de tentative de constat, procès-verbal de police, minute du tribunal de grande instance de Créteil, correspondance, mémoire en réponse, avis d'audience, notification de jugement, ordonnance, tableau récapitulatif, plans. 1982-1985.

251. A.D.E.F. et Préfecture du Val-de-Marne. Aide du F.A.S. aux personnes de nationalité française hébergées dans les foyers de l'A.D.E.F. : correspondance, notes. 1982-1990.

2253 W 252-260. Organismes gestionnaires (suite).

1971-1989.

252. Association des foyers de la Région parisienne (A.F.R.P.)³⁸. 1977-1990.

253. Association pour l'accueil et la formation des travailleurs migrants (A.F.T.A.M.)³⁹. 1967-1989.

254. Association pour le logement des jeunes travailleurs (A.L.J.T.)⁴⁰. 1981-1989.

255. Association pour l'aide sociale aux travailleurs africains (A.S.S.O.T.R.A.F.)⁴¹. 1981-1987.

256. Centres de transit familiaux (C.E.T.R.A.F.A.)⁴². 1971-1985.

257. Promotion sociale des travailleurs immigrés (P.S.T.I.)⁴³. 1968-1989.

258. S.O.N.A.C.O.T.R.A. 1976-1990.

259. Aide aux travailleurs africains (S.O.U.N.D.I.A.T.A.)⁴⁴. 1981-1987.

260. Union des compagnons paveurs. Déménagement du foyer modulaire implanté 77, rue du Pont de Créteil à Saint-Maur-des-Fossés sur un terrain appartenant à cette union à Chennevières-sur-Marne. 1974-1975.

³⁸ 47, rue de l'Université 75007 Paris.

³⁹ 34, rue Sedaine 75011 Paris, puis 4, place Félix Eboué 75012 Paris.

⁴⁰ 10, rue de la Volga 75020 Paris.

⁴¹ 1-3, rue de la Durance 75012 Paris.

⁴² 72, rue Saint-Charles 75015 Paris, puis 10, rue du Bouquet de Longchamp 75116 Paris.

⁴³ 112, rue Jean Jaurès 94800 Villejuif.

⁴⁴ 15, rue de Maubeuge 75009 Paris.

2253 W 261-264. Grève des loyers dans les foyers du Val-de-Marne.

1975-1983.

261. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier général: correspondance, notes, rapports de la D.D.P.U., arrêtés préfectoraux, trac du comité des résidents, tableaux récapitulatifs de l'évolution de la grève, calendrier de la lutte des résidents, coupure de presse. 1975-1980.

262. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier A.D.E.F. - commune de Saint-Maur-des-Fossés : correspondance, tableaux récapitulatifs, comptes rendus de réunions, notes, projet de construction, requête à fin de constat, procès-verbal de réquisition de la force publique, ordonnance, itérative réquisition. 1979-1983.

263. Préfecture du Val-de-Marne. Dossier S.O.N.A.C.O.T.R.A. : correspondance, protocole d'accord, tableau récapitulatif, note. 1975-1980.

264. Ministère du Travail, Secrétariat d'Etat à la condition des travailleurs immigrés, Commission DELMON⁴⁵ sur l'harmonisation des redevance payées dans les foyers : rapport, communiqué de presse, projet de loi. 1979.

2253 W 265 Préfecture du Val-de-Marne, C.D.L.I. : tableau récapitulatif des opérations présentées. 1972-1982.

2253 W 266-310. Actions engagées auprès de la C.D.L.I. (classement dans l'ordre alphabétique des communes et par type d'action : habitat insalubre, foyers, H.L.M., cités de transit, demandes de subventions.

Les typologies sont les suivantes : correspondance, compte rendu de réunion, rapport, enquête, note, tableau récapitulatif, dossier technique, fiches de demandes de subvention.

266. Alfortville : foyer S.O.U.N.D.I.A.T.A. 1970-1990.

267. Boissy-Saint-Léger : foyer S.O.N.A.C.O.T.R.A., demandes de subventions. 1970-1989.

268. Bonneuil-sur-Marne : foyer A.D.E.F., O.P.H.L.M. 1976-1989.

269. Bry-sur-Marne : cité de transit. 1971.

270. Cachan : foyer A.L.J.T. 1981-1986.

271. Champigny-sur-Marne : Centre familial de transit rue du docteur Bring, foyer rue Alexandre Fourny. 1982-1985.

272. Chevilly-la-Rue : foyer A.D.E.F. 1984.

273. Choisy-le-Roi : îlots insalubres, cité de transit, demandes de subventions. 1972-1985.

274. Choisy-le-Roi : foyers. 1972-1990.

275. Choisy-le-Roi : foyer A.F.R.P. 1972-1990.

276. Créteil : îlots insalubres, centre d'hébergement, cité de transit, demandes de subvention. 1974-1989.

⁴⁵ Conseiller économique et social.

277. Créteil : foyer A.D.E.F.. 1972-1990.
278. Fontenay-sous-Bois : foyer S.O.N.A.C.O.T.R.A., projet de foyer, demandes de subventions. 1972-1988.
279. Fresnes : foyer A.D.E.F., cité des Fournières. 1976-1987.
280. Gentilly : H.L.M. 1978-1988.
281. L'Haÿ-les-Roses : foyers (A.F.R.P., A.D.E.F., et la Maison des étrangers). 1975-1990.
282. Ivry-sur-Seine : habitat insalubre (hôtel Myah), cité de transit, H.L.M., demandes de subventions. 1965-1986.
283. Idem: foyers (association Madeleine Delbrel, S.O.N.A.C.O.T.R.A. et A.S.S.O.T.R.A.F.)
284. Idem : foyer S.O.N.A.C.O.T.R.A., demandes de subventions. 1971-1990.
285. Maisons-Alfort : foyer Grebel, O.P.H.L.M. 1986-1987.
286. Noisy-le-Grand : H.L.M. Emmaüs. 1976-1977.
287. Orly : Ilots sensibles, cité de transit, O.P.H.L.M. 1975-1982.
288. Le Plessis-Trévisé : foyer S.O.N.A.C.O.T.R.A., cité de transit Emmaüs " Cité de la Joie ". 1971-1990.
289. Rungis : cité mobile, cité de transit. 1971-1988.
290. Saint-Mandé : Foyer international de l'association Barmet, demandes de subventions. 1975-1977.
291. Saint-Maur-des-Fossés : foyers A.D.E.F., F.T.M., S.O.N.A.C.O.T.R.A., O.P.A.C., office H.L.M., demandes de subventions. 1970-1989.
292. Thiais : foyers A.D.E.F., A.F.R.P. et S.O.N.A.C.O.T.R.A., demandes de subventions. 1971-1987.
293. Valenton : foyer A.D.E.F., demandes de subventions. 1980-1990.
294. Idem : cité de transit, demandes de subventions. 1980-1990.
295. Villejuif : foyer S.O.N.A.C.O.T.R.A. 1971-1987.
296. Villeneuve-saint-Georges : offices H.L.M., demandes de subventions. 1977.
297. Villeneuve-le-Roi : projet de construction d'une cité de transit. 1972-1975.

298. Villiers-sur-Marne : foyer S.O.N.A.C.O.T.R.A. 1971-1987.
299. Idem : cité de transit, demandes de subventions. 1971-1987.
300. Vitry-sur-Seine : foyer A.D.E.F.. 1973-1990.
301. Idem : foyer A.F.R.P.. 1971-1986.
302. Idem : foyer S.O.N.A.C.O.T.R.A. 1973-1979.
303. Idem : cité de transit, fond de dossier. 1970-1986.
304. Idem : cité Bellevue (1982-1986), cité Carmelina (1983-1984).
305. Idem : cité Balzac. 1969-1981.
306. Idem : dossier mixte cité Blazac et cité du Lion d'Or. 1976-1984.
307. Idem : relogement des familles, Ilot Barye, cité Blazac et cité du Lion d'Or. 1977-1980.
308. Idem : cité du Lion d'Or. 1982-1985.
309. Idem : offices H.L.M. 1977-1988.
310. Idem : demandes de subventions. 1974-1976.

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Histoire du Val-de-Marne, sous la direction de Alain CROIX, éditions Messidor, 1987.

Portugais à Champigny, le temps des baraques, Marie-Christine VOLOVITCH-TAVARES, éditions Autrement, Paris 1995.

Au-delà des apparences, les portugais face à l'insertion sociale, Maria-Engracia LEANDRO, éditions l'Harmattan, Paris 1995.

Le logement populaire en France, Roger-Henri GUERRAND, éditions de l'Ecole normale supérieure des Beaux Arts, Paris 1983.

Immigration, vie politique et populisme en banlieue parisienne (fin XIXe - XXe siècles), Jean-Paul BRUNET, éditions de l'Harmattan, Paris 1995.

La croissance de la banlieue parisienne, Jean BASTIE, éditions P.U.F., Paris, 1964.

Banlieue rouge, 1920-1960, sous la direction d'Annie FOURCAUT, éditions Autrement, Paris, 1992.

Un siècle de banlieue parisienne, 1859-1964, guide de recherche sous la direction d'Annie FOURCAUT, éditions l'Harmattan, Paris 1988.

Les premiers banlieusards aux origines des banlieues de Paris, sous la direction d'Alain FAURE, éditions Créaphis, Paris 1991.

“ Solidarité nationale et crise régionale - la loi Sarrault (1928) ”, Annie FOURCAUT, in Les cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent, n° 12, pp. 12-24, 1989.

ANNEXE PHOTOGRAPHIES

Cotes des documents contenant des dossiers photographiques :

2253 W 17. Conseil général du Val-de-Marne. Voyage au Cambodge : carnet de route et plan d'aide aux enfants. 1979-1980.

Ce dossier contient 5 photographies représentant :

- 1- une distribution de jouets à l'orphelinat n° 2 de Phnom Penh ;
- 2- une distribution de vêtements dans les villages de la région de Phnom Penh ;
- 3- les enfants de l'orphelinat n° 2 dormant sur des caisses de munitions ;
- 4- une deuxième photo des enfants dans ce dortoir ;
- 5- une photographie du panneau de photographies des enfants, parmi les 16 000 victimes, d'un centre de rééducation de Phnom Penh, au temps de Pol Pot.

Aucune mention de droits n'est indiquée.

2253 W 27. Visite de M. Paul DIJOURD, secrétaire d'Etat, le 15 janvier 1975. La table ronde a été photographiée. Elle porte la mention " copyright by P. LENOBLE, La Poitevine, 91120 Palaiseau, 590 13 71 ", en date du 17 janvier 1975.

2253 W 118. Etude de M. Pierre DASTE, illustrée par des photographies du bidonville (15 décembre 1966), plan parcellaire et état cadastral du bidonville. 1964-1968. Aucune mention de droit n'est signalée, l'intéressé a dû prendre lui même les photos.

2253 W 120. Résorption du bidonville de Villeneuve-le-Roi " Maison Carré ". Surveillance du bidonville. Préfecture du Val-de-Marne : notes, correspondance, rapports, recensement des populations et plans. 1965-1972.

Deux dossiers photographiques :

-10 photographies argentiques (cotées 2253 W 23 / 4 (1 à 10) présentant divers vues du bidonvilles, allées, baraquements, personnes devant leur baraques. Les photos 1 à 8 portent la mention " Charles EGGERMEIER (Karel), 5 rue Perronet Paris 7e, CCP Paris 1278-23 ". Les photos 9 et 10 ne portent aucune mention.

- 8 photographies Polaroid (cotées 2253 W 23 / 4 (a à h) présentant aussi des vues du bidonville, certainement après son abrasement. Aucune mention de droits n'est indiquée.

2253 W 166. Préfecture du Val-de-Marne : correspondance, notes, compte rendu de réunion, bilan de relogements sur les cités de :

(Créteil " les Sablières ". 1975.)

(Fresnes " Cité des Fournières ". 1988.)

Vitry-sur-Seine " Le Lion d'Or ". 1980-1981. Le dossier photographique est composé de 29 photographies et décrit la démolition de la cité. Les 8 dernières comportent la mention " photo Michel HIVERT, droits réservés, préfecture du Val-de-Marne ". Toutes les autres sont sans mention de droits.

TABLE DES SIGLES

A.C.L. : Aide à la construction de logements

A.C.O.S.A.V.A.M. : Association pour le développement de la construction sociale et l'amélioration de l'habitat dans la vallée de la Marne.

A.C.P.M. : Association du centre de préformation de Marseille.

A.D.E.F. : Association pour le développement des foyers du Bâtiment et des Métaux.

A.E.E. : Association pour l'enseignement des étrangers.

A.F.D.E.T. : Association française pour le développement de l'enseignement technique.

A.F.I.C.I.L. : Association financière inter-régionale des collecteurs interprofessionnels du 1% logement.

A.I.L.T. : Association interprofessionnelle d'aide au logement des salariés des transport et d'aide à la construction sociale.

A.L.M.D. : Aide au logement des mères travailleuses en difficulté.

A.N.P.E.C. : Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction.

A.F.P.A. : Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.

A.F.R.P. : Association des foyers de la région parisienne.

A.F.T.A.M. : Association pour l'accueil et la formation des travailleurs migrants.

A.P.T.M. : Accueil et pré-orientation des travailleurs migrants.

A.S.F.O.D.E.C. : association pour la formation professionnelle et le développement de l'éducation permanente dans les collectivités locales et régionales.

A.S.S.E.F.T.A. : Association pour l'entraide et la formation des travailleurs africains.

A.S.S.O.T.R.A.F. : Association pour l'aide sociale aux travailleurs africains.

A.T.E. : Comité d'accueil des travailleurs étrangers et de leurs familles (comité Lyautey).

A.T.L. : Aide transitoire au logement.

B.E.L.C. : Bureau pour l'enseignement de la langue et de la civilisation française à l'étranger.

C.D.H : Conseil départemental de l'habitat

C.D.L.I. : Commission départementale pour le logement des immigrés.

C.D.O.I.A. : Commission départementale des opérations immobilières et de l'architecture.

C.E.T.R.A.F.A. : Centre de transit familial.

C.I.L.V.A.L.M.A. : Comité interprofessionnel de logement du Val-de-Marne.

C.I.R. : Centre international de rencontre - foyer Madeleine Delbrel.

C.I.R.P. : Compagnie immobilière de la région parisienne.

C.I.V. : Comité interministériel pour les villes.

C.L.A.P. : Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion.

C.N.L.I. : Commission nationale pour le logement des immigrés.

C.R.I.S.P.I. : Commission régionale pour l'insertion des populations immigrées.

E.C.E.I. : Information, Culture et Immigration.

F.A.L. : Fonds d'action au logement.

F.A.S. : Fonds d'action sociale.

F.A.S.T.I. : Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés.

F.A.U. : Fonds d'aménagement urbain.

F.F.F. : Foyer du fonctionnaire et de la famille.

F.H. : France Habitation.

F.T.D.A. : France Terre d'asile.

G.A.D. : Groupe administratif départemental.

G-C.O.R.I.F. : groupement de coordination régionale d'Ile-de-France.

G.I.C. : Groupement interprofessionnel pour la construction.

G.I.L. : Groupement interprofessionnel pour le logement en France des cadres et salariés du commerce et de l'industrie.

G.I.P. : Groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre.

H.V.S. : Habitat et vie sociale.

I.C.E.I. : Information, Culture et Immigration.

I.G.A.S. : Inspection générale des Affaires sociales.

I.N.R.D.P. : Institut national de recherche et documentation pédagogique.

I.R.A.P. : Institut de recherche et d'application pour une méthodologie de la promotion.

I.S.T. : Immeubles sociaux de transit.

L.O.G.I.R.E.P. : Logement et gestion immobilière pour la région parisienne.

L.P.S. : Logement et promotion sociale.

O.C.I. : Office national pour la promotion culturelle des immigrés.

O.C.I.L. : office central interprofessionnel de logement.

O.G.I.F. : Omnium de gestion immobilière d'Ile-de-France.

O.N.I. : Office national d'immigration.

O.P.A.C. : office public d'aménagement et de construction.

P.A.H. : Prime à l'amélioration de l'habitat.

P.I.G. : programme d'intérêt général d'amélioration de l'habitat.

P.R.I. : Programme de résorption de l'habitat insalubre.

P.R.I.S.P.I. : Programme régional d'insertion sociale des populations immigrées.

P.S.T.I. : Promotion sociale par le travail et l'insertion.

S.C.I.C. : Société centrale immobilière de la Caisse des Dépôts / Gestion d'Ile-de-France.

S.I.F.C. : société immobilière familiale de construction de la banlieue sud-ouest de la région parisienne.

S.I.S. : Service social international.

S.O.N.A.C.O.T.R.A. : Société nationale de construction de logement pour les travailleurs.

S.S.A.E. : Service social d'aide aux émigrants.

S.S.F.N.A. : Service social familial Nord-Africain.

S.T.E.F. : Société française des transports et entrepôts frigorifiques.

U.D.F.L.M. : Union départementale des Français marxistes léninistes.

U.G.I.P. : Union générale interprofessionnelle et paritaire pour le logement social.

U.N.O.F.A. : Union nationale des associations gestionnaires de foyers de travailleurs migrants.

INDEX

Action culturelle	p. 12, 27
A.D.E.F.	pp. 27 à 31
A.F.I.C.I.L.	p. 22
Bidonville	p. 17, 18, 34
C.D.L.I.	p. 22, 23, 27, 29
Cité de transit	p. 20, 29 à 31, 34
C.N.L.I.	p. 21, 22, 27
Comité consultatif départemental d'action sociale en faveur des immigrés	p. 10, 11
Comité Lyautey	p. 11
Conseil départemental d'hygiène	p. 16
Convention	pp. 10, 20, 22 à 24, 26
Enseignement	p. 12
Formation professionnelle	pp. 6, 10, 12, 13, 23
Foyers (voir aussi organismes gestionnaires)	pp. 21 à 23, 27 à 30
Français-musulmans	p. 11
Garnis	pp. 18
Grèves	p. 29
Habitat insalubre	pp. 13, 14, 16, 29, 30
Hébergement collectif	pp. 15, 16
Hôtels	pp. 18, 30
Ilots sensibles	pp. 14, 30
Marchands de sommeil	p. 15
Occupation illégale	p. 15
O.N.I.	p. 9
Organismes d'habitation à loyers modérés (H.L.M.).....	p. 22 à 26, 29 à 31

Organismes gestionnaires	pp. 21, 27, 28
Organismes propriétaires	pp. 21, 24, 26
Réfugiés du sud-est asiatique	p. 10
Regroupement familial	p. 10
Sécurité	p. 15
SO.N.A.C.O.T.R.A.	p. 28 à 31
Main d'oeuvre étrangère.....	pp. 9, 11, 15